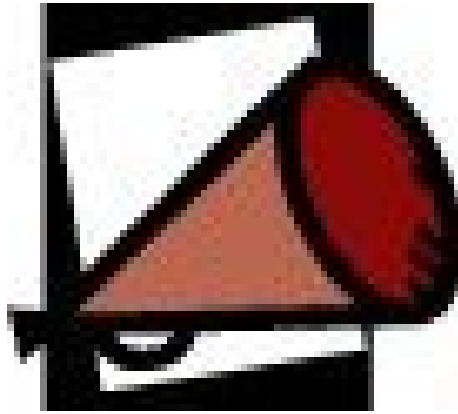


<https://www.pressegauche.org/A-propos-de-la-crise-et-des-mobilisations-en-Bielorussie-et-des-differences>



À propos de la crise et des mobilisations en Biélorussie et des différences avec le « Maïdan ukrainien »]



- International - Europe -
Date de mise en ligne : mardi 15 septembre 2020

Copyright © Presse-toi à gauche ! - Tous droits réservés

Le dimanche 23 août 2020, dès la fin de la matinée, à Minsk, sur la place de l'Indépendance, des milliers de manifestant·e·s se regroupaient malgré les mises e*n* garde du pouvoir diffusées par de puissants haut-parleurs.

Par Volodymyr Ishchenko <<https://www.gaucheanticapitaliste.o...>> | 07/09/2020 | International

Le flot des manifestant·e·s n'a pas cessé de s'accroître. Des dizaines de milliers occupaient la place et les rues adjacentes. On pouvait noter la présence de l'une des trois femmes ayant mené la campagne électorale « conclue » le 9 août : Maria Kolesnikova. Dès le matin des camions militaires et de la police se déployaient afin de délimiter les lieux « officiels » qui devaient être « épargnés » par les manifestant. En fin de journée des images d'Alexandre Loukachenko se dirigeant vers sa résidence une arme à la main devant, a contrario, valider le discours du régime sur les intentions de subversion violente des opposants. Le samedi 22 août, à Grodno, l'autocrate Loukachenko avait réuni ses partisans, assez nombreux parmi des salarié·e·s du secteur public. Il souligna le danger des pertes d'emplois dans les entreprises étatiques. Il insista sur le déploiement supposé des forces de l'OTAN à la frontière et les intentions de l'Union européenne ayant trait à un « renversement » de l'Etat de Biélorussie.*

*Quant à **Sergueï Viktorovitch Lavrov, ministre des Affaires étrangères de Russie, il déclara, ce 23 août, le besoin d'une révision constitutionnelle- ce qui a l'avantage de faire gagner du temps à la direction Poutine face à une situation qui n'était pas exactement anticipée au Kremlin - et mit l'accent, selon une rhétorique habituelle, sur les manoeuvres « issues de l'étranger » dans le déclenchement des troubles actuels.*

Nous proposons ci-dessous une analyse de la situation datant du 21 août. Elle prolonge des constats de précédentes contributions mises en ligne et fait son sort aux récits qui tracent une stricte ligne de similitude entre la « révolution ukrainienne » de 2014 et le mouvement social et politique actuel en Biélorussie. (Rédaction A l'Encontre)

1.- Nous ne saurons probablement jamais comment les Biélorusses ont voté le 9 août. Personne ne doute que les résultats des élections ont été falsifiés, mais personne n'a prouvé qu'Alexandre Loukachenko les a réellement perdues non plus. Des tentatives d'extrapolation des votes basées sur des échantillons non aléatoires des circonscriptions ont donné des estimations allant de 30 à 60% environ pour Svetlana Tikhonovskaïa. Ainsi, les résultats disponibles, y compris les résultats officiels, ne nous permettent pas d'établir qui a gagné.

Cependant, Loukachenko ne veut pas procéder à un nouveau comptage ou à un nouveau vote, car cela déclencherait des défections du régime. En effet, s'il acceptait une telle chose, cela signifierait qu'il a concédé sa propre défaite, comme l'a fait Viktor Ianoukovitch à la suite de la révolution orange en Ukraine en 2004.

Jusqu'à présent, la position de Loukachenko est catégorique : il ne laisse entrevoir qu'une possibilité lointaine de nouvelles élections, après des modifications de la Constitution, ce qui affaiblirait les pouvoirs du prochain président. Cela lui donnerait du temps et lui permettrait d'obtenir certaines garanties. Cependant, les manifestant·e·s sont unis autour de la demande de démission immédiate de Loukachenko. La radicalisation violente a pris fin la semaine dernière - mais l'intransigeance augmente les chances d'un nouveau cycle.

2.- Comme je l'avais prédit, la violence décentralisée et peu coordonnée des jeunes, la première nuit après l'échec des élections, n'a pas évolué en quelque chose de comparable au soulèvement armé en Ukraine en 2014. Pour cela,

il faut non seulement des personnes indignées mais aussi des organisations plus fortes, avec des compétences en matière de violence et de stratégie violente.

En Biélorussie, l'utilisation de cocktails Molotov ou de tout autre « outil de violence » a été très rare, les tentatives de barricades ont été très hésitantes et aucune formation paramilitaire n'a vu le jour. La police antiémeute était bien préparée, et là où elle était en infériorité numérique, il semble que certaines unités de l'armée aient également été déployées. Dans son ordre de grandeur, le nombre de policiers blessés est inférieur à celui de l'opération Maïdan en Ukraine - et le nombre de manifestants détenus en Biélorussie est supérieur. Les manifestants n'ont pu occuper et barricader aucun espace spécifique et établir même une petite « zone autonome » perturbant l'ordre de l'État, qui aurait pu servir de point de ralliement pour les activités de mobilisation.

Les affrontements semblaient déjà sur le déclin dès la troisième nuit. Puis, au milieu de la semaine, les activités de protestation sont passées à un répertoire non-violent, avec des femmes en vêtements blancs enchaînées avec des fleurs et appelant à mettre fin à la violence. Les marches et les rassemblements étaient résolument non perturbateurs, ne perturbant généralement même pas la circulation routière, même en cas de forte affluence, et ne rencontrant donc que peu de répression. Les rassemblements non violents ont culminé le dimanche 16 août, le plus important de la Biélorussie post-soviétique.

Les interviews rapportées des participants montrent que les élections volées, la violence policière, les arrestations massives et la torture sont les principales motivations des gens à se rendre aux manifestations. Il semble que les violences policières excessives de la première nuit se soient retournées contre le pouvoir - comme cela s'est également produit lors de nombreuses autres manifestations - et aient alimenté la mobilisation des opposants à Loukachenko. Cependant, il semble que les manifestant-e-s n'aient pas réussi à combler le fossé et à attirer dans leur camp un nombre important de partisans de Loukachenko ou de citoyens hésitants.

*3.- *L'agitation ouvrière dans d'importantes usines biélorusses a été un événement majeur. Elle est vraiment sans précédent dans le contexte des protestations et des révolutions antigouvernementales post-soviétiques, dans lesquelles les grèves des travailleurs atomisés de la région n'ont pas joué un rôle significatif.

Dans le cas du vaste secteur public biélorusse, des grèves soutenues des principales entreprises d'État pourraient porter un coup majeur au gouvernement. Elle est déjà devenue une innovation dans le répertoire des protestations politiques dans cette région. Contrairement à la violence, c'est un problème que le gouvernement n'était pas prêt à traiter - et cela a probablement contribué au passage à la désescalade répressive la semaine dernière.

Cependant, l'ampleur des troubles sociaux est encore loin d'une « grève générale ». Franchement, la plupart de ces activités ne peuvent même pas être qualifiées de grèves au sens strict. Il s'agit surtout de pétitions, de réunions avec la direction et de rassemblements dans les cours à l'extérieur des lieux de travail et à leur entrée. Parfois, des groupes importants de travailleurs se sont joints aux rassemblements de l'opposition de manière organisée. Il n'existe que des rapports contradictoires selon lesquels la production s'est effectivement arrêtée, même si c'est partiellement, et, si c'est le cas, seulement dans quelques usines.

Il est possible que cette agitation ouvrière prenne de l'ampleur. Cependant, on ne sait pas encore dans quelle mesure elle sera durable et réellement perturbatrice, si elle n'est coordonnée que par des comités de grève qui apparaissent spontanément et par une opposition de classe moyenne et d'élite également inexpérimentée, qui est assez éloignée de la vie des travailleurs.

Comme prévu, les syndicats officiels sont pro-gouvernementaux et ont même mobilisé les gens pour des rassemblements pro-Loukachenko. En principe, il existe de nombreuses façons de diviser les travailleurs et de briser

les grèves. L'argent des hommes d'affaires et de la diaspora, le financement participatif organisé par les réseaux de la messagerie Telegram liés à l'opposition et le comité de solidarité, est loin de pouvoir soutenir [les pertes de salaire] des milliers de travailleurs pendant une grève suffisamment longue - et ne peut que discréditer les grèves, si elles sont perçues comme corrompues.

Un autre sujet de préoccupation est l'absence de toute revendication socio-économique dans la plupart des pétitions de grève, dont la plupart sont exclusivement axées sur les revendications politiques générales de l'opposition. Dans ce cas, il est peu probable que les nombreux travailleurs qui n'ont pas voté pour Tikhanovskaïa aient honte de ne pas se joindre aux grèves. Les travailleurs entrent en politique non pas comme une classe consciente de ses intérêts distincts, mais comme des citoyens anti-Loukachenko qui se trouvent « par hasard » aux positions stratégiques de la production économique.

Cela soulève encore la question de savoir pourquoi même une agitation ouvrière aussi limitée ne s'est pas produite dans d'autres révolutions post-soviétiques, en particulier pendant l'affaire Maïdan en Ukraine. Là, l'opposition a appelé à des grèves à partir du « jour zéro ». Cependant, ce qui s'est réellement matérialisé pendant les trois mois de la campagne, ce sont les rassemblements non perturbateurs organisés par les autorités locales pro-opposition des régions occidentales ou par certaines administrations universitaires.

Une explication pourrait être que, contrairement à d'autres dirigeants post-soviétiques, Loukachenko a davantage préservé l'industrie « soviétique » et ses caractéristiques spécifiques. Concentrés dans des villes mono-industrielles ou des quartiers industriels, les travailleurs apportent sur leur lieu de travail les problèmes de la collectivité face la violence policière et découvrent spontanément le pouvoir qui contraint la direction à entamer un dialogue avec eux. Nous devrions également nous souvenir des grèves ouvrières soviétiques importantes et perturbatrices de la fin des années 1980, à l'époque de la Perestroïka, qui n'ont pas été répétées immédiatement après l'effondrement industriel.

Le début décentralisé et sans leader des protestations biélorusses peut fournir une autre partie de l'explication. En Ukraine, les dirigeants des partis d'opposition - les millionnaires représentant les milliardaires - ainsi que les militants des ONG de la classe moyenne et pro-occidentale n'étaient pas exactement les personnes auxquelles on pouvait s'attendre pour inspirer des grèves ouvrières, surtout parce que les grandes industries soviétiques restantes étaient concentrées dans les régions du sud-est, majoritairement pro-russes.

Enfin et surtout - et cela peut expliquer pourquoi même les travailleurs ukrainiens de la région ouest ne se sont pas joints aux protestations de manière organisée - l'opposition ukrainienne, semble-t-il, a parié assez tôt sur la pression croissante exercée par l'Occident sur Viktor Ianoukovitch (président du 25 février 2010 au 22 février 2014, à la tête du Parti des régions, pro-russe) et sur une prise de pouvoir violente, ce qui pourrait ne pas être une option pour l'opposition biélorusse.

4. La contestation, initialement décentralisée, est en train de se structurer. Diverses initiatives médiatiques, médicales, de solidarité et des comités de grève voient le jour. Pourtant, si quelqu'un peut prétendre à la direction du mouvement en ce moment, c'est bien Tikhanovskaïa (réfugiée à Vilnius) et son équipe électorale.

Cela soulève la question de savoir dans quelle mesure ils sont adaptés à l'évolution des protestations et qui va réellement prendre le pouvoir après Loukachenko, et quels sont leurs intérêts et leurs idées. Les aspirations des manifestant-e-s de la base sont un mauvais indicateur des conséquences de la protestation. Ce qui est beaucoup plus important, c'est de savoir qui sera réellement en mesure de se présenter aux nouvelles élections potentielles et qui sera en mesure de faire pression pour ces « vrais changements » après le changement de pouvoir.

Dans ce contexte, il est inquiétant que le « Conseil de coordination pour le transfert du pouvoir » de Tikhanovskaïa

soit formé principalement de l'intelligentsia nationale-démocratique, d'hommes d'affaires et de militants de partis d'opposition marginaux et d'ONG ayant des programmes néolibéraux et nationalistes étranges, ressemblant à un copier/coller du développement de l'Ukraine après 2014.

Aujourd'hui, l'opposition tente de prendre ses distances par rapport au programme du « paquet de réformes pour la Biélorussie » qui a été soutenu par certaines ONG et certains partis du Conseil de coordination. Chaque révolution constitue une revendication pour un changement véritablement « révolutionnaire ». Est importante la question de savoir qui aura suffisamment d'autorité et de ressources pour combler ce vide, et avec quelles idées.

5. Malgré quelques défections de bas rang et de faible ampleur parmi les policiers, les journalistes des médias pro-gouvernementaux et quelques fonctionnaires, il n'y a aucun signe de défection de haut niveau parmi l'élite ou la police et l'armée. Lors des révolutions, nous avons souvent pris connaissance des preuves des fissures qui se produisent en coulisses seulement quelques semaines, voire quelques mois plus tard, grâce aux reportages des journalistes d'investigation. Toutefois, le style moins conflictuel et axé sur le « dialogue » de certaines autorités et responsables locaux peut refléter non pas un changement de loyauté de leur part, mais une stratégie générale de désescalade - des paroles qui font gagner du temps à Loukachenko.

Il est également intéressant de noter que des rassemblements assez importants sont mobilisés pour soutenir Loukachenko dans tout le pays. Les participants aux rassemblements pro-Loukachenko semblent plus pauvres et plus âgés, en moyenne, que les participants aux rassemblements de l'opposition. Même selon les journalistes de l'opposition, le rassemblement pro-gouvernemental à Minsk a rassemblé environ trente mille personnes. Il était plus petit que le rassemblement de l'opposition le même jour, et le transport vers Minsk ou d'autres villes a été organisé par les structures pro-gouvernementales. Cependant, les participants ont semblé sincères et enthousiastes dans leur soutien à Loukachenko et ont exprimé des craintes rationnelles de perte d'emplois, de crise pour l'industrie et la stabilité, ainsi que des craintes de violence.

Cela contraste fortement avec les rassemblements pro-Yanoukovitch en Ukraine, qui ne semblaient que renforcer l'illusion des manifestants de Maïdan, à savoir que tout citoyen conscient soutient Maïdan et que ceux qui ne le soutiennent pas sont des vendus, des marginaux et/ou des traîtres. Loukachenko exploite intensivement la rhétorique patriotique de « la mère patrie en danger », alors que l'opposition doit encore trouver un moyen de parler de l'identité biélorusse et de ne pas répéter des idées et une rhétorique nationale-démocratique impopulaires.

6. Les deux prévisions opposées - à savoir (1) une invasion russe de la Biélorussie pour sauver Loukachenko ou (2) l'acceptation par la Russie de toutes les issues de la crise en Biélorussie, parce que son économie est si dépendante de la Russie - sont basées sur deux comparaisons trompeuses avec l'Ukraine et l'Arménie.

La Russie s'est en fait abstenue de toute invasion à grande échelle du sud-est de l'Ukraine. Le coût de l'annexion de la Crimée - une péninsule dont la population est sympathisante, craignant le récent changement violent de pouvoir dans la capitale - est incomparablement inférieur à celui qu'entraînerait l'occupation de la Biélorussie, un pays beaucoup plus grand où de grands rassemblements de l'opposition sont déjà en cours.

Quant à l'Arménie, c'est un petit pays coincé entre deux États plus puissants et hostiles (l'Azerbaïdjan et la Turquie) qui bloquent la plupart de ses frontières. Ce qui a déterminé la tolérance de Vladimir Poutine à l'égard de la révolution arménienne il y a deux ans, c'est bien plus que le simple fait que son économie soit dépendante de la Russie.

D'autre part, la faiblesse de toute division nationale-identitaire en Biélorussie, contrairement à l'Ukraine, rend plus difficile la légitimation du soutien à la répression. Si, en Ukraine, Poutine pouvait prétendre à la légitimité de « sauver

» « notre » « population russophone » des « banderites »

[référence à Stepan Bandera, nationaliste ukrainien qui collabora avec les nazis, puis fut arrêté par ces derniers suite à ses déclarations indépendantistes, avant de collaborer à nouveau avec eux dès 1944] étrangers des régions occidentales, en Biélorussie, tout le peuple est « à nous », et pas seulement une partie de celui-ci.

Il n'est pas non plus « légitime » aux yeux de la population russe de soutenir le gouvernement Loukachenko qui bat « notre » peuple. Cela signifie que le soutien russe est susceptible d'être limité et secret. Dans le cas où Loukachenko finirait par perdre le contrôle, la Russie s'imposera probablement comme médiateur pour garantir ses intérêts dans un compromis négocié. Un changement de pouvoir en Biélorussie devrait être réellement « dirigé » par la Russie, afin de ne pas être perçu comme une perte pour Poutine. À cette fin, tout candidat sérieux pour remplacer Loukachenko devrait faire plus pour la Russie que simplement cacher ses préférences géopolitiques, comme le fait actuellement l'opposition.

7.- Un dernier point, concernant les références à l'Ukraine dans les discussions actuelles sur la Biélorussie. Tout d'abord, des affirmations telles que « c'est Maïdan » et « cela ne ressemble en rien à Maïdan » par le gouvernement ou par les partisans de l'opposition sont de même nature que les affirmations de légitimation/dé légitimation tout à fait typiques telles que « c'est un pogrom, pas une révolution », « nous sommes des partisans, pas des terroristes », « nous ne sommes pas des fascistes, juste des patriotes ».

Si notre but n'est pas de jouer à de tels jeux, mais plutôt de comprendre et d'éclairer ce qui se passe en Biélorussie, il faut faire une comparaison minutieuse, plutôt que de se contenter d'étiqueter.

Une comparaison avec l'Ukraine peut non seulement aider à comprendre la Biélorussie, mais aussi l'inverse. Maintenant, nous pouvons mieux voir à quoi ressemble une manifestation vraiment « spontanée », « entièrement nationale », « sans leader », et qu'elle semble très différente de la Maïdan ukrainienne. L'impression négative laissée par le prétendu succès du soulèvement ukrainien de 2014 conduit à nier toute similitude.

De plus, la tendance à ne parler de l'Ukraine que dans le contexte de nationalistes radicaux, de scissions régionales et de rivalités géopolitiques - et donc à conclure que « rien de tel ne se passe en Biélorussie » - commence à donner l'impression que la personne qui différencie ainsi une situation de l'autre en est venue à apprécier les reportages très négatifs sur Maïdan, typiques de la Russie d'aujourd'hui.

Il y avait beaucoup d'autres problèmes sérieux avec Maïdan - le caractère vague de ses exigences, son incapacité à construire des institutions, la polarisation des classes subalternes et l'exclusivité de son nationalisme civique - qui sont très pertinents pour la Biélorussie. On dirait que l'enthousiasme rose à propos de la Biélorussie parce qu'« il y a des travailleurs impliqués » est de même nature que le scepticisme cynique à propos de l'Ukraine parce qu'« il y avait des fascistes, là-bas ».

*Article publié sur le site LeftEast

<[https://www.criticatac.ro/lefteast/...](https://www.criticatac.ro/lefteast/)> en

date du 21 août 2020 ; traduction rédaction A l'Encontre

<<http://alencontre.org/europe/bielor...>> .*